

Flambée de violence en Macédoine (ARYM) sur fond de crise politique

Arta Seiti | Chercheur en géopolitique, responsable du groupe d'études de l'Europe balkanique au sein de l'Institut prospectif et sécurité en Europe (Ipse).

Une grave confrontation armée s'est produite le 9 mai dernier en Macédoine dans la ville de Kumanovo, située à proximité des frontières du Kosovo et de la Serbie, au cours de laquelle ont péri 22 personnes (huit policiers et quatorze « terroristes » albanais de Macédoine et du Kosovo). Il est encore trop tôt pour s'aventurer à tirer une conclusion hâtive sur les raisons de cette soudaine irruption de la violence armée dans une société déjà fragilisée, ni de sonder les motivations véritables d'un groupe qui, selon les propos du gouvernement, avait l'intention « d'attaquer les institutions de l'État » et qui provenait « d'un État voisin ». Cet épisode meurtrier survient à la suite de l'attaque d'un poste de police perpétrée lors de la nuit du 20 et 21 avril par 40 « hommes armés », demeuré sans revendication, comme un fait inexplicable et sans suite. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le gouvernement de Nikola Gruevski se félicite « d'une opération neutralisée » et les pages des médias indépendants macédoniens nous apprennent que

« 30 parmi les personnes arrêtées présumées membres de ce groupe, se trouvent placées en détention provisoire ».

Faut-il considérer que la présence d'un groupe de cette importance, de surcroît armé, en plein centre-ville, ait pu survenir, sans que les « services de sécurité n'agissent » ? (Cf. *Courrier des Balkans*). Pourquoi un tel événement se produit maintenant, dans un tel contexte ? De tels événements nous interrogent par





ricochet sur la place que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) va jouer après dans cette affaire, sachant que la Macédoine en est membre.

Un contexte de politique intérieure explosif

Plusieurs questions se posent en effet sur le sens de cet incident, intervenu dans un contexte d'extrême fragilité, où se trouve pointée la responsabilité du *VMRO-DPMNE* (Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne) de Nikola Gruevski après l'affaire des écoutes téléphoniques révélées au mois de janvier par le chef de l'opposition social-démocrate Zoran Zaev. Ce dernier accuse le Premier ministre et ses proches d'exercer une emprise allant jusqu'au contrôle de la justice et des médias, au mépris des règles d'indépendance supposées garantir tant l'exercice de l'autorité judiciaire que la liberté de parole des journalistes. Au surplus, de graves accusations de corruption ont été proférées, pouvant entacher d'illégalité le résultat des scrutins électoraux. Si ces révélations, n'ont pas été démenties, en revanche toutes ont été considérées comme la marque d'un « complot étranger ». Pour autant, ce climat politique malsain aura contribué à écorner profondément la légitimité du gouvernement Gruevski.

À entendre les représentants de l'opposition – *SDSM* (Union social-démocrate de Macédoine) –, le pays est placé sous une véritable chape de plomb idéologique, soumis à une impitoyable censure médiatique. Selon l'opposition, le système électoral est caractérisé par un véritable déficit démocratique, dans un contexte de politique intérieure marqué par une absence de dialogue entre la coalition au sein de la majorité *VMRO-DPMNE*, *BDI* (Union démocratique pour l'intégration) et l'opposition. L'opposition, en dépit de sa critique légitime des dérives constatées au sein de l'actuelle coalition, manque de cohérence stratégique pour incarner une alternative crédible.

Il convient de rappeler que personne n'a intérêt à ce que résulte de cet incident, en dépit de son acuité dramatique, une exacerbation des tensions au sein de la société macédonienne et encore moins à une explosion qui pourrait entraîner un ensemble de réactions en chaîne délicates à maîtriser, dans une région sensible du point de vue géopolitique.

Des défis complexes en perspective

La lecture de cet événement invite à s'inquiéter sur le risque de divorce entre la minorité albanaise de Macédoine, éprouvant un sentiment d'abandon notamment à l'égard du parti albanais de la coalition (*BDI*), parti d'Ali Ahmeti. Rappelons également la menace du radicalisme islamique : « ...ballottée entre les deux partis albanais rivaux – le *BDI* et ses adversaires du Parti démocratique des Albanais (*PDSb*) –, la Communauté islamique a perdu le contrôle d'un bon tiers

des mosquées du pays où officient des prédicateurs radicaux. Beaucoup de jeunes musulmans de Macédoine – Albanais, Turcs ou Macédoniens musulmans – sont partis se battre au Proche-Orient » selon Jean-Arnault Dérens.

Reste que pour bien comprendre ce contexte pour le moins dégradé, il faut porter un coup de projecteur sur les enjeux sociaux et économiques de ce petit pays de 2,1 millions d'habitants, fondé sur quelques données générales (source : France Diplomatie, chiffres de 2012) :

- Taux de chômage : 30,6 % ;
- Taux d'inflation : 4,7 % ;
- Solde budgétaire : - 3,8 % du PIB ;
- Balance commerciale : - 1,784 Md€ ;
- Principaux clients : Serbie (24,2 %), Allemagne (16,7 %), Grèce (10,8 %), Italie (8,1 %) et Bulgarie (8,1 %) ;
- Principaux fournisseurs : Allemagne (10,3 %), Russie (9,8 %), Grèce (8,7 %), Serbie (8,1 %) et Italie (7,2 %).

Ces indicateurs donnent la mesure de la gravité des problèmes quotidiens d'une population et particulièrement de ces éléments les plus vulnérables. La tentation du recentrage identitaire, ne saurait masquer l'ampleur des défis qu'il conviendrait de relever, pour sortir ce pays du marasme économique.

Ainsi, alors que les statues s'érigent un peu partout, le projet du gouvernement « Skopje 2014 » a été beaucoup critiqué en raison de son coût pharaonique (207 millions euros annoncés, représentant 1,5 % du PIB national de l'année 2013). Il est vrai que la question identitaire fait retour avec la convocation de la figure emblématique d'Alexandre le Grand, à l'instar d'une statue dressée sur la Place de la Macédoine (la ville étant devenue le territoire de prédilection de cette statuaire effrénée), rebaptisée « Statue du guerrier à cheval », suscitant l'ire des autorités grecques et entraînant la marginalisation de la minorité albanaise du pays.

À cette déliquescence politique, sociale et institutionnelle, s'ajoute une situation de *statu quo* en raison du différend portant sur le nom de « Macédoine » avec la Grèce. Il est à rappeler qu'après son indépendance en 1991, la Macédoine est admise à l'ONU en 1993 sous l'appellation d'ARYM en tant qu'Ancienne république yougoslave de Macédoine alors que la Grèce a mis son *veto* à l'entrée dans l'Otan et l'Union européenne (la Macédoine jouit depuis 2005 du statut de candidat à l'UE).

Quant aux Accords d'Ohrid (sous les auspices de l'UE et de l'Otan) qui avaient consacré la fin au conflit ethnique de 2001 entre l'Armée de libération nationale (*UCK-M*) et les forces de sécurité macédoniennes, quel bilan en tirer ? Sur la reconnaissance de la langue albanaise et son usage officiel, ainsi que sur une décentralisation du pays, tels qu'ils étaient envisagés à la lumière des Accords,



convenons que le projet d'une Macédoine multiethnique apaisée semble démenti, à chaque flambée de violence qui en hypothèque la mise en œuvre. S'agissant du recensement en Macédoine, le plus récent remonte à 2002. Il apparaît que les Albanais de Macédoine constituent 25,2 % (ils se déclarent plus nombreux) de la population totale derrière les Macédoniens (64,2 %).

**

Chacun se souvient qu'après l'annulation du projet *South Stream* et la mise en œuvre par Gazprom du nouveau tracé *Turkish Stream*, un projet alternatif a été envisagé afin de relier les reliquats du *South Stream*, en effectuant un détour du tracé passant par la Grèce et la Macédoine.

À cet égard, la présence du président de l'ARYM aux côtés du président serbe Nikolic lors des célébrations du 9 mai à Moscou témoigne d'un réchauffement des relations de la Macédoine avec la Russie. Sur un plan plus stratégique, on pourrait considérer que dans les nouveaux chantiers gaziers, la Grèce et la Macédoine se trouvent liées par leur rapprochement avec Moscou. Par leur implication commune, il serait opportun pour les deux États de renouer un dialogue diplomatique, trop longtemps interrompu.

Pour conclure, il faudrait restaurer le dialogue, d'une part avec l'ensemble des formations politiques et, d'autre part avec l'ensemble des composantes de la société macédonienne. Pour cela, il convient d'opérer un tournant volontariste pour rompre avec les anciennes pratiques et instaurer une plus grande transparence, améliorer la qualité du débat démocratique pour retrouver une confiance populaire fortement ébranlée tant par les scandales que par la situation sociale et économique. Enfin, il convient d'en appeler à la nécessité d'une information la plus transparente quant à l'incident du 9 mai dernier, ses mobiles et ses acteurs et de réaliser des avancées significatives vers l'État de droit impliquant une plus forte détermination pour lutter efficacement contre la corruption.

Éléments de bibliographie

« Macédoine : Kumanovo, les jours d'après ? » in *Courrier des Balkans*, 11 mai 2015.

Dérens Jean-Arnault : « La Macédoine au bord d'une guerre civile ? » in *Radio France Internationale*, 10 mai 2015 (www.rfi.fr/europe/20150510-macedoine-nouvelle-guerre-civile-affrontements-kumanovo-kosovo-albanais/).